



Rapport de collecte de données dans le cadre de l'Etude Exploratoire sur le Systèmes Nationaux de Suivi et Evaluation

Septembre 2021

I. INTRODUCTION

Depuis l'avènement de la démocratie en 1990, le Tchad ne s'est pas doté d'un cadre de référence à long terme en matière de planification de développement. En effet, qu'il s'agisse des SNRP1&2 et du PND 2013-2015, la planification du développement a été guidée par des perspectives de court et moyen termes, se traduisant par une faible articulation entre les différents plans et stratégies de développement.

L'organisation de l'évaluation des politiques publiques au Tchad repose sur une pluralité de mécanismes (i) le dispositif de suivi-évaluation du PND, (ii) un ensemble de cellules mis en place au sein du MEPD, (iii) les directions et services de suivi-évaluation dans les ministères et (iv) les services de suivi-évaluation dans les projets

I.1 Méthodologie de l'étude diagnostique

II. INSTITUTIONNALISATION DU S&E DES POLITIQUES PUBLIQUES

II.1 Résultats de l'état des lieux

La nécessité de doter le pays d'une politique d'évaluation est exprimée à travers les textes institutionnels dans les différents ministères sectoriels. Au niveau du Ministère de l'Economie, de la Planification du Développement et de la Coopération Internationale, une Direction de suivi et évaluation des Politiques et Stratégies de Développement est créée et a pour charge la coordination du Suivi et Evaluation des politiques sectorielles. Au niveau des ministères, il est à noter la présence des Directions de la Planification et Suivi qui ont la charge de la Planification la budgetisation et le suivi et évaluation des activités de Développement relevant du resort de leur domaine. La planification, le Suivi et évaluation et la budgétisation sont intégrés avec la participation du Ministère des finances et du budget par l'organisation d'un cadrage budgétaire avec l'ensemble des parties prenantes au Développement. La DSEPSD du MEPDCI coordonnent le suivi et évaluation du PND avec les points focaux des différents ministères sectoriels

Au niveau de la cour des comptes il a été relevé que l'évaluation des politiques publiques rentre dans son mandat conformément à l'article 55 de l'ordonnance n° 15/PR/2018 mais ne s'exécutent pas actuellement. Néanmoins des dispositions sont prises dans le cadre de la stratégie 2020-2024 de se doter de l'expertise et le moyen nécessaire pour accomplir cette mission essentielle.

Les échanges brefs obtenus à l'Assemblée Nationale font ressortir la création récente d'un comité d'évaluation des politiques publiques mais qui n'est pas encore opérationnel.

III. SYSTEME NATIONAL DE S&E DES POLITIQUES PUBLIQUES

III.1 Résultats de l'état des lieux

Le Système de suivi évaluation existant est déconcentré au niveau des ministères sectoriels. La Direction de Suivi et Evaluation des Politiques et Stratégies du Ministère de l'Economie de Planification du Développement et de la Coopération assure la coordination de la remontée des informations pour le PND et les ODD où des Points focaux des différents Ministères y sont représentés. Ces derniers remontent les informations au niveau de la plateforme du suivi qui les met ensemble, les traite et analyse les données pour la production des informations pour les prises de décisions aux différentes parties prenantes.

IV. PRINCIPAUX ACTEURS DANS LE S&E DES POLITIQUES PUBLIQUES

IV.1 Résultats de l'état des lieux

Les principaux acteurs ressortis sont entre autres le parlement, la cour des comptes, les ministères sectoriels, les Organisations de la Société civile, la Présidence de la République, la Primature, les partenaires techniques et financiers.... Des liens fonctionnels et organisationnels existent selon les missions.

V. ROLE DU PARLEMENT DANS LE S&E DES POLITIQUES PUBLIQUES

V.1 Résultats de l'état des lieux

Au niveau du parlement un comité d'évaluation des politiques vient de voir le jour mais qui ne fonctionne. La mission n'a pas pu entrer en contact avec la Présidente du comité pour en discuter.

Cependant quelques pratiques d'évaluation se réalisent à travers les différentes commissions mise en place. Pour le suivi des ODD, un député est désigné point focal et qui participe à toutes les rencontres de discussions sur le sujet. Aussi, il convient de souligner que les différentes commissions du parlement s'adressent aux départements sectoriels et organisations de la société civile pour solliciter des informations selon le besoin pour des prises de décision.

VI. DISPOSITIFS ET CADRES DE PRODUCTION DE DONNEES ET RESULTATS DE S&E DES POLITIQUES PUBLIQUES

VI.1 Résultats de l'état des lieux

La production des données et résultats de Suivi et émanent de plusieurs structures mais ne sont pas coordonnées. La DSEPSD du MEPDCI collecte les données sur le PND et les ODD à travers l'appui des partenaires. Il a été relevé que toutes directions ne disposent pas de budget dédié à la collecte ce qui rend le travail difficile. L'Institut National des Statistiques des Etudes Economiques et de Demographie (INSEED) dispose d'une loi et un mécanisme de financement des enquêtes par une redevance statistique mais les moyens collectés ne sont pas mis à disposition pour la mise en œuvre de leur Plan d'action. Cependant, il réalise à travers l'appui des partenaires selon les délais précis des grandes opérations d'enquêtes notamment les enquêtes (EDS MICS, ECOSIT....). Les résultats des ces enquêtes servent à édifier les parties différentes parties prenantes sur les actions mises en œuvre et aident dans la planification des nouvelles actions. Il est à relever également que certains départements sectoriels disposent des directions de statistiques en leur sein qui collectent les données spécifiques relevant de leurs domaines d'activités. Il s'agit notamment des départements de la santé, de l'agriculture, de l'éducation.... L'on peut noter également la collecte des données de suivi et évaluation des Projets, et programmes à travers les Direction de la Planification et du Suivi sur le financement des bailleurs dans certains départements.

VII. UTILISATION DES RESULTATS ISSUS DU S&E DANS LA FORMULATION ET LA MISE EN ŒUVRE DES POLITIQUES PUBLIQUES

VII.1 Résultats de l'état des lieux

L'INSEED publie les données des enquêtes qui servent de base aux évaluations en plus du MENPC et du MSPSN, et le Ministère de l'agriculture... avec des annuaires statistiques

VIII. PARTICIPATION DE LA SOCIETE CIVILE, DES ASSOCIATIONS D'EVALUATION

VIII.1 Résultats de l'état des lieux

Les Organisations de la Société Civile participent dans tous le processus depuis l'élaboration des tdr, pour les recrutements des consultants, et à la mise en œuvre des projets selon les recommandations et la nature des projets. Dans le cadre du politique du Programme au niveau du PNUD, il y'a une fermeté pour leurs participations dans toutes les missions.

IX. PROFESSIONNALISATION DU S&E DES POLITIQUES PUBLIQUES

IX.1 Résultats de l'état des lieux

A travers des ateliers de restitution organisés pour le partage des résultats des missions, et les réunions de comité de pilotage des Projets et le partage formel des rapports.

X. - Difficultés

Nous n'avions pas pu rencontrer certains acteurs clés tel la Banque mondiale, le parlement, l'Université et deux organisations de la Société Civile. Nous allons tenter pour une deuxième fois la semaine prochaine. Aussi, le temps dédié pour la collecte des données est restreint compte tenu des arrangements des Rendez avant les rencontres.